

***How did the French big brother watch the longest Belgian political crisis?
Quel regard le grand frère français porta-t-il sur la plus longue crise politique belge ?***

Maela Guillaume—Le Gall (Sciences Po Rennes/UCLouvain)

Laura Pascolo (UCLouvain)

Min Reuchamps (UCLouvain)

Texte préparé pour le colloque BELGIUM: THE STATE OF THE FEDERATION 2020

Version préliminaire - Ne pas citer

Belgium and France have a history that has been intertwined for centuries. They share a geographical, historical, cultural and linguistic (for 40% of the population) proximity. However, political life is very different between the two countries. Thus, Belgian politics and community relations between Belgians may seem incomprehensible to a French person at first sight. In recent years, institutional reforms and political crises have followed one another without the French people being able to grasp the changes. How does the “French big brother” perceive the political life of her little neighbour? The aim of this paper is to understand how the French media cover Belgian politics and what they report to their public. In order to answer this question, it relies on the analysis of newspaper articles published during the longest political crisis (2010-2011) in Belgium. In this perspective, we have coded each article published in four French daily newspapers: Le Figaro, Liberation, Le Monde, La Voix du Nord and performed a critical frame analysis in order to grasp how French media covered the Belgian politics and what they reported to their public.

1. Introduction

La Belgique et la France ont une histoire entremêlée depuis des siècles. Les deux pays partagent une proximité géographique, historique, culturelle et linguistique pour 40% de la population. Pourtant, les Français, à la différence des Belges, connaissent très peu la vie politique de leur voisin. Le lexique politique belge relatif à son système fédéral peut même apparaître tout à fait obscur aux Français façonnés par une tradition centralisatrice et jacobine : entités fédérées, gouvernement fédéral, communautés, régions, avec de nombreux parlements et gouvernements... En outre, la multiplicité des acteurs mobilisés pour la formation du gouvernement fédéral, tout comme le rôle du Roi, peut tout autant surprendre les Français habitués à une formation gouvernementale reposant quasi exclusivement sur deux personnalités : le Président de la République et le Premier Ministre. Informateur, préformateur, clarificateur, conciliateur, négociateur, formateur sont des termes inconnus du vocabulaire politique français. Surtout, il apparaît tout à fait inimaginable qu'un pays puisse fonctionner sans gouvernement et ce pendant 541 jours successifs : « gouvernement démissionnaire », « gestion intérimaire » ou encore « gestion des affaires courantes » sont autant d'expressions absentes de la vie politique française. En effet, la Constitution française actuelle de la Vème République s'est construite sur les fondements d'un exécutif fort, en réaction au régime d'instabilité gouvernementale

chronique de la IV^{ème} République. Cette dernière et son système proportionnel sont restés dans les mémoires françaises comme une « légende noire », comme la République « mal aimée » (Duhamel, 2000). Enfin, « le chaos » des relations communautaires belges apparaît tout à fait étranger pour un citoyen de la « République une et indivisible », où l'unification nationale et notamment linguistique a été imposée sous la III^{ème} République il y a cela plus de 150 ans (Harguindeguy & Cole, 2009).

De juin 2010 à décembre 2011, la Belgique a été secouée par une véritable crise de régime qui débouchera sur une réforme institutionnelle, la sixième du nom (Deschouwer & Reuchamps, 2013). La complexité du système politique belge et la difficile cohabitation des communautés apparaissent au grand jour et sautent aux yeux surpris du grand voisin français. De plus, au vu de la longueur de la crise et donc sa gravité, les Français s'interrogent face aux potentielles conséquences qui pourraient arriver jusqu'à elle ou même ébranler l'Europe. Mais alors, comment le grand frère français perçoit-il la vie politique de son petit voisin à cette occasion ? L'objectif de ce papier vise à saisir et comprendre comment les médias français couvrent la politique belge et ce qu'ils rapportent à leur lecteur durant cette période. Afin de répondre à cette question, nous avons réalisé une analyse des articles publiés par quatre quotidiens français (Le Figaro, Libération, Le Monde, La Voix du Nord), entre mai 2010, soit un mois avant les élections fédérales de juin 2010, et janvier 2012, soit un mois après la formation du gouvernement fédéral. Chaque article a été codé à partir d'une *critical frame analysis* afin de mettre en évidence comment les médias français couvrent la politique belge et comment ils la rapportent à leur public.

2. Critical frame analysis

La *critical frame analysis* est une méthodologie dérivée de la théorie des mouvements sociaux et de la théorie des politiques de genre (Verloo, 2005). Cette méthodologie est également issue du tournant constructiviste des années 1990 en science politique et de l'avènement de l'analyse du cadre (Fischer et Forester, 1993 ; Dekker, 2017). Cette approche permet d'analyser les éléments du discours politique sur la base d'un codage des cadres (*frames*) qui le structure. Plus spécifiquement, il s'agit d'identifier les cadres de : diagnostic (la nature du problème), de pronostic (l'articulation spécifique du problème), mais aussi de cadres traitant de différents rôles et responsabilités et de lignes d'action (Verloo, 2005 ; Dekker, 2017). L'analyse de ces cadres permet de dégager des interprétations implicites ou explicites du problème politique en mettant en évidence la manière dont les acteurs réfléchissent au problème et présentent des solutions (Meier, 2008). En effet, cette méthodologie permet d'approfondir les dimensions de diagnostic et de pronostic en insistant sur les représentations implicites ou explicites des acteurs, des causes, des conséquences et des actions à entreprendre. De plus, l'analyse permet d'établir quels sont les différents acteurs impliqués dans la définition du problème et sa résolution.

2.1 Collecte des données

Quel regard le grand frère français porte-t-il sur la vie politique belge et comment la transmet-il aux Français ? La complexité du système politique et de la cohabitation des communautés est souvent mise en avant dans toute présentation de la politique belge (Deschouwer, 2012). Une période de crise, et *a fortiori* lorsqu'elle s'étend dans le temps, est un moment particulièrement saillant pour appréhender ce regard extérieur. C'est donc pour cette raison que nous avons décidé d'étudier la couverture médiatique de la crise politique belge de 2010-2011. Avec 541 jours de crise au compteur, à compter des élections législatives fédérales du 13 juin 2010 et jusqu'à la mise en place du gouvernement Di Rupo le 6 décembre 2011, un véritable record dans l'histoire nationale belge et même dans l'histoire parlementaire mondiale est établi. La négociation entre partis flamands et francophones, en désaccord sur les questions communautaires, s'enlise jusqu'à devenir une véritable crise de régime qui débouchera sur la sixième réforme de l'Etat (Reuchamps, 2013).

Au vu de la gravité et de la longueur de la crise politique belge, la couverture médiatique française a été assez conséquente pour pouvoir être étudiée. Le corpus se compose d'une sélection d'articles de quatre journaux français. Le Monde, Libération et Le Figaro ont été choisis car il s'agit de quotidiens de portée nationale qui défendent des lignes éditoriales contrastées. Enfin, le quotidien régional La Voix du Nord a été sélectionné pour sa proximité géographique directe avec le voisin belge, pouvant apporter un point de vue différent des grands quotidiens nationaux. Ainsi, il s'agit d'analyser la vision française de la crise politique belge mais aussi les éventuelles divergences de présentation selon les journaux.

La collecte des articles démarre à la date du 13 mai 2010, soit un mois avant les élections législatives fédérales du 13 juin 2010 et donc comprend une période de campagne électorale révélatrice des tensions préexistantes à la crise politique. La collecte des articles s'arrête le 6 janvier 2012, soit un mois après le serment du nouveau premier ministre belge, Elio Di Rupo, période où les journaux français jettent encore un œil de l'autre côté de la frontière doutant de la pérennité du nouvel exécutif belge. Les articles ont été collectés sur le site de chaque journal en utilisant une recherche par mots clés tels que « crise », « politique », « Belg* » permettant d'englober un large panel d'articles. Ensuite, une vérification qualitative a été effectuée pour s'assurer que les articles abordent uniquement la crise politique belge et non des sujets annexes. Pour la période étudiée, 177 articles ont été retenus. En première analyse, il ressort que la couverture médiatique effectuée par les journaux s'avère différente en termes de nombres d'articles publiés et de leur longueur moyenne. Si Le Monde a publié le plus grand nombre d'articles traitant de la crise politique belge, Libération propose des articles, en moyenne, plus longs.

Tableau 1 : Composition du corpus

	Le Monde	La Voix du Nord	Le Figaro	Libération
Nombre d'articles publiés	100	20	32	25
Moyenne du nombre de mots par article	634	400	547	755

2.2 Méthode d'analyse

Pour analyser ce corpus, nous mobilisons donc une *critical frame analysis*. Elle permet grâce à une grille de cadrage composée de différentes catégories d'obtenir une vue d'ensemble du cadrage journalistique opéré par les différents journaux français. Ainsi, cette approche fait apparaître les relations de pouvoirs entre les acteurs et permet de comprendre comment les journaux français analysent et présentent la crise politique belge aux Français. Cela permet également de mettre en évidence les analyses divergentes de la crise politique belge selon les journaux et dans le temps.

Une première lecture de l'ensemble des articles a été réalisée et les catégories suivantes ont été codées pour chaque article : *diagnosis* (qu'est-ce qui est considéré comme un problème ?), *causality* (quelle est la cause du problème ?), *justification* (pourquoi est-ce considéré comme un problème ?), *attribution* (qui est considéré comme responsable du problème ?), *prognosis* (quelle est la solution au problème ?). Cela a permis de dégager une vue d'ensemble du cadrage et ainsi de faire apparaître ce qui est considéré par les journaux français comme les principales causes, conséquences, responsables et solutions de la crise politique belge.

Sur la base de ce premier codage, des sous-catégories ont pu être identifiées et affinées à l'intérieur de cinq catégories principales. Une deuxième lecture de l'ensemble des articles a donc été réalisée. Par exemple, à l'intérieur de la catégorie « Causality », nous avons choisi de classer les différentes explications à la crise dans cinq sous-catégories qui revenaient de façon récurrente : les causes

historiques (1), culturelles et identitaires (2), institutionnelles (3), économiques (4) et idéologiques (5). De même, pour la catégorie « Prognosis », nous avons identifié trois sous-catégories des solutions citées par les journaux français : les solutions dans le cadre existant (1), les solutions de transition (2), et les solutions de scission (3). La section suivante présente les résultats préliminaires tirés de cette analyse.

3. Résultats préliminaires

A partir de notre approche inspirée de la *critical frame analysis*, nous proposons une vue d'ensemble des cadres mobilisés pour chacune des cinq catégories : *diagnosis*, *causality*, *justification*, *attribution*, *prognosis*. Nous allons donc partir de ces différentes catégories pour présenter les analyses obtenues après le codage de l'ensemble du corpus.

3.1. La crise politique belge vue par les journaux français : une vision francophone entre inquiétude et moquerie ? (Diagnosis)

Pour débiter l'analyse, cette première section interroge une potentielle proximité des journaux français avec les Francophones de Belgique : les journaux français retranscrivent-ils une vision exclusivement francophone ? Le grand frère français porte-t-il des lunettes de francophone quand il pose un regard sur le vie politique belge ?

3.1.1 Une vision francophone ?

Pour y répondre, nous nous intéressons d'abord à l'appartenance linguistique des journalistes qui rédigent les articles pour les quotidiens français. Ensuite, une attention particulière va être portée sur les sources médiatiques citées explicitement dans les articles ainsi que sur les différentes personnes citées ou interviewées par les journalistes français. Le tableau qui suit présente le pourcentage des articles écrits par les journalistes dans leur journal respectif. On s'intéresse plus particulièrement aux journalistes qui rédigent le plus fréquemment dans leur journal les articles traitant de la crise politique belge.

Tableau 2 : Pourcentage des articles écrits dans chaque journal par les journalistes qui publient le plus régulièrement sur la crise politique belge

Nom du journaliste	Pourcentage des articles écrits par ce journaliste pour son journal
Jean-Pierre Strobaants (Le Monde)	77%
Jean Quatremer (Liberation)	56%
Jean-Jacques Mevel (Le Figaro)	42%
Claire Gallen (Le Figaro)	32%
Olivier Berger (La Voix du Nord)	16%

Lecture : 77% des articles publiés par Le Monde sur la crise politique belge sont écrits par Jean-Pierre Strobaants.

On constate que les journalistes qui rédigent le plus souvent les articles traitant de la crise politique belge sont sans surprise soit français (Olivier Berger, Jean-Jacques Mevel, Jean Quatremer), soit belge francophone (Jean-Pierre Strobaants, Claire Gallen). Le pourcentage des articles écrits par le même journaliste est particulièrement significatif pour le journal Le Monde. En effet, en tant que correspondant permanent à Bruxelles, le belge francophone Jean-Pierre Strobaants est presque exclusivement le seul responsable du traitement médiatique du quotidien français concernant la

Belgique. Il a ainsi signé 77% des articles du journal Le Monde traitant de la crise politique belge entre 2010 et 2012. Pour Libération, on retrouve également un journaliste qui revient de façon récurrente dans le traitement médiatique de la Belgique : Jean Quatremer, spécialiste des questions européennes au sein de Libération et de ce fait basé à Bruxelles, a rédigé 56% des articles concernant la crise politique belge.

Si l'on regarde ensuite les sources citées par les journaux français, le tableau suivant montre une nette prédominance des sources francophones. Ainsi, par exemple, Le Monde utilise explicitement à 31 reprises une source francophone dans les 100 articles relatifs à la crise politique belge, soit près de trois fois plus souvent que les sources néerlandophones. On retrouve cette tendance tant dans la Voix du Nord que dans Libération. Seul le Figaro a recours à des sources tant francophones que néerlandophones. Lorsqu'on regarde quelles sont les sources mobilisées, côté francophone, *Le Soir*, *La Libre Belgique* et la RTBF reviennent de façon quasi exclusive dans les quatre journaux, tout comme *De Morgen* et *De Standaard* côté néerlandophone. On peut noter que Le Monde utilise également à plusieurs reprises RTL-TVi comme source francophone et *De Tijd* comme source néerlandophone. Le Figaro cite essentiellement le quotidien néerlandophone le plus lu, *Het Laatste Nieuws*.

Tableau 3 : Nature des sources citées

Sources médiatiques citées par les journaux	La Voix du Nord		Le Figaro	Libération
	Le Monde			
Sources francophones	31		5	4
Sources néerlandophones	11		0	4
Nombres d'articles	100		19	31

Lecture : Sur 100 articles publiés par Le Monde, les sources médiatiques francophones sont utilisées 31 fois, contre 11 fois pour des sources néerlandophones.

A côté des sources médiatiques, les journaux français font également référence à des personnalités politiques. Le tableau suivant indique l'appartenance linguistique des personnes dont les propos sont rapportés sous la forme de citations ou d'interviews dans les articles des quatre journaux français. Dans trois des quatre journaux étudiés, l'appartenance linguistique des personnes citées ou interviewées est majoritairement francophone. Les propos des personnalités politiques francophones sont donc bien plus souvent présentés aux français. Cependant, il convient de noter que pour certains journaux, la comparaison est réalisée sur un nombre limité d'articles.

Tableau 4 : Appartenance linguistique des personnes citées ou interviewées

Personnes citées ou interviewées	Le Monde	La Voix du Nord	Le Figaro	Libération
Francophone	37%	71%	45%	50%
Néerlandophone	43%	29%	39%	25%
Les deux	20%	0%	11%	25%
Nombre d'articles citant des acteurs de la crise	58/100	7/20	18/32	20/25

Lecture : Sur les 100 articles Le Monde, 58 interviewent ou citent des belges, dont 37% des belges francophones.

Dans les articles du journal Le Monde, sont cités ou interviewés légèrement plus de néerlandophones (43%) que de francophones (37%). On pourrait donc suggérer que Le Monde analyse la crise politique belge avec un prisme moins francophone, en rapportant davantage la parole flamande. Cependant, dans les articles du journal Le Monde citant ou interviewant un néerlandophone, on peut noter qu'il s'agit très régulièrement de Bart de Wever, dans 38% des cas. Ainsi, s'il est vrai que Le Monde recueille

plus régulièrement la parole des néerlandophones que ses confrères, il s'agit le plus souvent de la parole du leader flamand et non d'une pluralité d'acteurs néerlandophones.

Ainsi, au vu de ces résultats, on peut suggérer que les quatre quotidiens français perçoivent la crise politique belge à travers un prisme d'abord francophone puisque les journalistes mobilisés sur le sujet, les sources médiatiques utilisées et les individus cités ou interviewés ont pour la grande majorité une proximité ou une appartenance à la communauté francophone de Belgique. Ainsi, si le grand frère français propose un cadrage particulier de la crise politique belge aux français, c'est notamment qu'il la regarde d'abord avec des lunettes de francophones.

3.1.2 Entre inquiétude et moquerie

Le grand frère français peut parfois se montrer moqueur quand il pose un regard sur la vie politique de son petit voisin. L'instabilité politique décrite comme chronique et la complexité des relations communautaires peuvent paraître absurdes à une France supposée jacobine, centralisatrice et indivisible. Cependant, plus que moqueur, le grand frère français apparaît surtout préoccupé par la situation politique de ce pays limitrophe et notamment des conséquences que la crise belge pourrait avoir sur la France ou l'Europe. Si la Belgique faisait rire la France, elle lui fait surtout peur.

Pour réaliser le tableau suivant, nous avons encodé le ton utilisé par les journalistes dans leur article pour décrire la vie politique belge en temps de crise. Pour ce faire, dans chaque article, les expressions qui pouvaient relever d'un registre ironique ou bien inquiet ont été mises en évidence. Ensuite, à la vue du champ lexical utilisé dans l'article, il a été déterminé si le ton dominant apparaissait « neutre », « inquiet » ou « ironique et inquiet ». Par exemple, la citation suivante a participé à classer l'article dont elle est issue dans la catégorie « inquiet » : « *La Belgique, naguère considérée comme le laboratoire du fédéralisme européen, se présente aujourd'hui comme un modèle inversé, sapé par les dérives identitaires. [...] On peut déjà s'interroger sur la vigueur d'une présidence belge de l'UE, malencontreusement programmée pour le 1er juillet.* » (Le Figaro, « Le divorce belge au fond des urnes », 12/06/2010). Différemment, l'article de Libération *Pschitt la Belgique* du 19/06/2010 a été classé dans la catégorie « inquiet et ironique » du fait du ton moqueur adopté : « *Le triomphe des indépendantistes flamands aux dernières élections belges montre que la frite de guerre est déterrée, là-bas.* » (Libération, « Pschitt la Belgique », 19/06/2010).

Tableau 5 : Ton utilisé par les différents journalistes selon le journal

Ton utilisé par les journalistes	Le Monde	La Voix du Nord	Le Figaro	Libération
Neutre	45%	74%	66%	40%
Inquiet	51%	5%	31%	36%
Inquiet et ironique	4%	21%	3%	24%

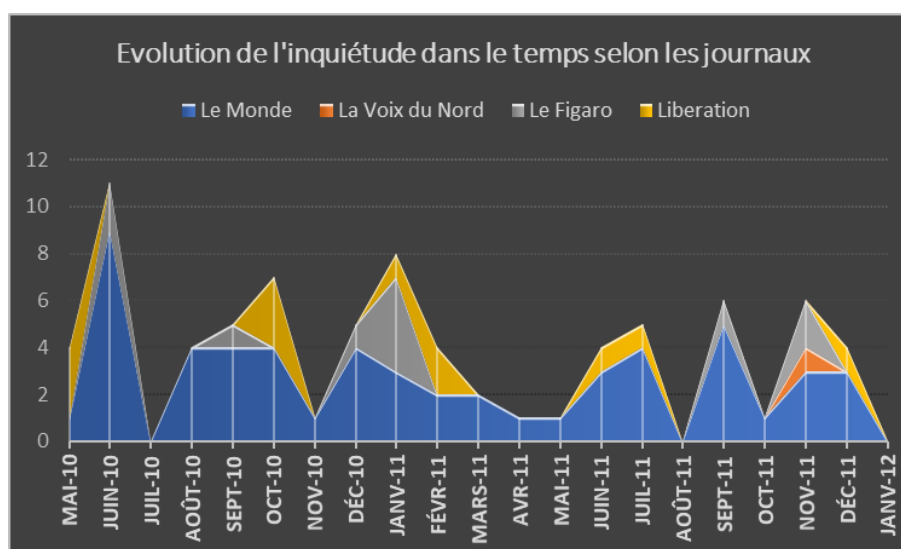
Lecture : 45% des articles publiés par Le Monde traitant de la crise politique belge adopte un ton neutre.

Le ton adopté par les journalistes du Monde laisse transparaître davantage d'inquiétude que celui observé dans les autres journaux. En effet, 51% des articles publiés par Le Monde adoptent un champ lexical de la peur pour décrire la situation politique belge contre seulement 31% chez son concurrent Le Figaro. Une des explications de cet écart pourrait être la nationalité du journaliste traitant des questions belges. En effet, Jean-Pierre Stroobants, belge francophone, a écrit 77% des articles du Monde étudiés dans ce corpus. Il semble également moins disposé à adopter un ton moqueur, ironique vis-à-vis de son propre pays : seulement 4% des articles Le Monde ont été classés comme ironiques contre 24% des articles publiés par Libération, soit 6 fois moins. Ainsi, Jean-Pierre Stroobants nous décrit « *une nation en péril au cœur de l'Europe* » (Le Monde, « Les artistes contre le péril belge », 31/05/2010) ou encore un « *pays atteint de schizophrénie* » (Le Monde, « La Belgique n'aura bientôt

plus les moyens de sa schizophrénie », 16/12/2010). Par contraste, Libération semble davantage apte à rire de la situation belge même s'il transparait tout de même une certaine inquiétude derrière une situation présentée comme absurde et ironique. Ainsi, la Belgique est tour à tour décrite comme « *une grosse méduse échouée sur le rivage* » (Libération « La Belgique : stop ou encore ? » 08/07/2010) ou encore comme un « *petit pays un peu bizarre* » (Libération, « Halte à la Belgique qui s'effrite », 08/01/2011). De même, Libération n'hésite pas à se moquer de la succession belge à la tête de l'UE : « *C'est la succession des éclopés : un royaume sans gouvernement et menacé d'évaporation* » (Libération « La Belgique, pays sans tête, prend celle de l'UE », 02/07/2010).

L'inquiétude qui transparait dans le ton adopté diffère selon les journaux mais aussi dans le temps. Nous avons fait le choix d'un graphique en aires empilées pour présenter cette évolution temporelle. Les tons « inquiets » et « inquiets et ironiques » ont été agrégés car nous avons constaté que dans ce contexte, l'utilisation du registre ironique était pour les journalistes une façon d'exprimer leur inquiétude quant à la situation belge. Il s'agit d'une façon détournée de mettre en avant l'absurdité d'une situation qui finalement inquiète plus qu'elle ne fait rire.

Graphique 1 : Evolution temporelle de l'utilisation d'un ton inquiet selon le journal



Lecture : En janvier 2011, 3 articles du journal Le Monde, 4 du Figaro et 1 de Libération ont adopté un ton « inquiet » ou « inquiet et ironique ».

De façon générale, on constate que l'utilisation d'un ton inquiet par Le Monde est une constante dans le temps mais la fréquence, elle, évolue : on remarque quelques pics où l'inquiétude se fait plus forte et auxquels se superpose l'inquiétude d'autres journaux français. Il s'agit de périodes cruciales dans la crise politique belge. Par exemple, en juin 2010, on observe le plus haut pic : 8 articles du Monde adoptent un ton inquiet et 3 articles du Figaro. En effet, il s'agit du mois où les élections législatives ont eu lieu en Belgique laissant place à une inquiétude sourde face aux résultats qui sont tombés. Par exemple, Le Figaro évoque un passé révolu où la Belgique était encore « *le laboratoire du fédéralisme européen* », laissant place à un « *modèle inversé, sapé par les dérives identitaires* » (Le Figaro, « Le divorce belge au fond des urnes » 12/06/2010). Le même mois, le Monde constate tragiquement : « *Bart De Wever a laminé les partis traditionnels et [...] a porté les thèmes du nationalisme à un niveau jamais atteint en Flandre* ». Le Monde prévient ensuite des lourdes menaces qui planent sur l'Europe puisque les principes qui sont en débat en Belgique : « *avenir du multilinguisme* », « *cohabitation harmonieuse entre des communautés* » ou encore « *le transfert de richesses* » sont aussi

ceux « à la base du projet politique de l'Union ». Et pourtant, Le Monde constate amèrement que « *l'Europe se tait* » (Le Monde, « En Belgique, c'est Beste wensen ou België barst ? » 15/06/2010).

Un autre exemple est le pic d'inquiétude constaté chez trois journaux français en décembre 2010 et janvier 2011. Il peut s'expliquer par la menace agitée par l'agence de notation Standard & Poor's le 15 décembre 2010. Cette dernière envisage de dégrader la cotation financière de la Belgique dans six mois et pointe l'instabilité politique du pays. Voici quelques titres d'articles publiés par Le Monde sur ces deux mois laissant transparaître une certaine inquiétude : « La Belgique n'aura bientôt plus les moyens de sa schizophrénie 16/12/2010 », « Menaces sur les notations de la Belgique et de l'Espagne 16/12/2010 » ou encore « Antagonismes belges, péril pour la zone euro, 25/01/2011 ».

Ainsi, si la Belgique inquiète le grand frère français, comment explique-t-il aux Français l'origine et la longévité de cette situation de crise ?

3.2 Les explications françaises concernant l'impasse politique belge : de la coupure communautaire au schisme politique (*Causality*)

Dans cette partie, nous allons nous intéresser à la façon dont les journaux français expliquent la situation inquiétante que traverse la Belgique de 2010 à fin 2011. Quelles sont les causes qui reviennent le plus régulièrement ? Les journaux divergent-ils dans leurs explications selon leur ligne éditoriale ou bien dans le temps ? Les lunettes de francophones réapparaissent-elles pour expliquer la crise politique par des facteurs d'abord culturels et identitaires ? Ou bien est-ce que le regard français, a priori jacobin et centraliste, transparait en constatant la défaillance de « *l'imbroglia institutionnel belge* » (Le Monde, « Duel politique "à coups de gourdin" en Belgique », 05/10/2010) ?

Pour comprendre comment les journaux français couvrent la politique belge et donc comment ils expliquent les origines de la crise aux lecteurs français, toutes les explications évoquées dans chaque article du corpus ont été rapportées. A partir de cette accumulation qualitative de multiples causes, nous avons identifiés cinq sous catégories de « *Causality* » souhaitées comme englobante de la totalité des causes citées dans le corpus. Il y aurait donc cinq explications majeures de la crise politique belge selon les médias français : les causes historiques (1), culturelles et identitaires (2), institutionnelles (3), économiques (4) et idéologiques (5). Ces catégories ont été considérées comme non exclusives puisque les articles mobilisent le plus souvent plusieurs causes explicatives. Nous avons donc pu produire une analyse quantitative en mettant en évidence la fréquence avec laquelle les causes apparaissent selon les journaux et dans le temps.

Par « *causes historiques* », on entend les explications relatives à l'historicité des tensions communautaires et notamment la « *trop longue domination francophone* » imposée en Flandre (Le Monde « En Belgique, c'est Beste wensen ou België barst ? » 15/06/2010). Sont alors citées plusieurs événements historiques comme autant d'explications à la situation de crise : les conséquences des deux guerres mondiales, le tracé de la frontière linguistique ou encore la scission des partis unitaires. Les « *causes culturelles et identitaires* » regroupent elles toutes les explications qui analysent la crise sous le prisme d'une culture et d'une identité devenue trop divergente entre les communautés qui habitent ce petit pays. Il s'agit par exemple du désaccord sur la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vivrode quand ce problème est présenté par les journaux français comme une bataille culturelle et identitaire entre néerlandophones et francophones. Ensuite, les « *causes institutionnelles* » cherchent à expliquer la crise politique belge par la nature du système institutionnel belge décrit comme chroniquement instable et inefficace : le vote obligatoire, le système proportionnel ou encore l'organisation fédérale sont présentés comme autant de facteurs explicatifs de l'impasse politique belge par les journaux français. Des « *causes économiques* » sont également mises en avant : la région wallonne est parfois décrite comme « *sous perfusion* » d'une région

flamande garante de la pérennité économique du pays (Le Figaro, « La Belgique plongée dans une crise politique sans fin » 03/01/11. Dans certains articles, ce différentiel économique explique en partie les tensions communautaires et donc l'impossibilité d'une formation gouvernementale. Enfin, les « *causes idéologiques* » sont mises en avant par les journaux français comme davantage conjoncturelles. Il est dressé le constat d'un fossé idéologique grandissant entre les deux grandes communautés, d'un véritable « schisme politique » apparu avec les résultats de juin 2010. A partir de là, les Flamands et les Francophones seraient devenus irréconciliables et incapables de s'asseoir autour de la même table des négociations.

Le tableau suivant présente d'abord une vue d'ensemble puis par journal de la mobilisation des cinq catégories présentées comme explicatives de la crise politique belge.

Tableau 6 : Pourcentages du recours aux différentes catégories explicatives pour présenter la crise politique belge selon le journal

CAUSALITY	Moyenne	La Voix du			
		Le Monde	Nord	Le Figaro	Libération
Historiques	20%	12%	25%	13%	32%
Culturelles et identitaires	39%	44%	30%	34%	48%
Institutionnelles	12%	11%	10%	9%	16%
Economiques	13%	9%	20%	13%	12%
Idéologiques	38%	36%	35%	38%	44%

Lecture : La crise politique belge est expliquée par les 4 journaux français comme ayant des causes culturelles et identitaires en moyenne dans 39% des articles de chaque journal. Sur 100 articles publiés par Le Monde, 44% expliquent la crise politique notamment par des causes culturelles et identitaires.

Globalement, la cause qui revient le plus fréquemment chez les journaux français comme explicative de la crise politique est de type « *culturelle et identitaire* » puisqu'elle est évoquée en moyenne dans 39% des articles de chaque journal. Le constat est dressé d'une véritable « *coupure identitaire* » présentée comme irréparable (Libération « La Belgique à plat régime », 14/06/2011). Les communautés sont présentées comme irréconciliables. Par exemple, Flamands et francophones se déchirent sur la question de l'arrondissement bruxellois de Bruxelles-Hal-Vivorde. Dans l'article « A Zaventem, les Flamands rêvent de s'émanciper de Bruxelles la bilingue 06/09/2010 », Le Monde explique que BHV est considéré par les flamands comme un « *territoire qu'il convient de défendre [...] contre la "francisation" qui menacerait l'identité et la langue* ». Flamands et francophones ne paraissent même plus appartenir à une même nation tellement les divisions culturelles et identitaires semblent profondes. Ainsi, le Monde n'hésite pas à titrer : « La Flandre est devenue un Etat-nation, 02/08/2010 ». Cela est d'autant plus mis en avant et surprenant pour les français, citoyens d'une « République une et indivisible » unifiée nationalement et linguistiquement sous la IIIème République, voir même avant.

Ensuite, par-dessus ce clivage communautaire, se superpose un véritable fossé idéologique entre les Flamands et les francophones, ce qui aggrave encore la situation. Pour les journaux français, il s'agit de la deuxième cause explicative puisqu'elle est évoquée dans 38% des articles. Libération évoque un « *un double triomphe pour les deux formations politiques les plus divergentes qui soient* » (Libération « La Belgique stop ou encore ? » 08/07/2010). Le Monde et Le Figaro posent un même constat inquiet face aux résultats électoraux en titrant respectivement : « La victoire des séparatistes flamands écartèle un peu plus la Belgique, 15/06/2010 » et « Le divorce belge au fond des urnes, 12/06/2010 ». Le schisme politique conjoncturel se superpose au clivage communautaire structurel et historique.

Une autre explication récurrente concerne les causes historiques : elles sont citées dans 20% des articles des quotidiens français. L'historicité de l'opposition linguistique puis communautaire en fait une cause structurelle : « *La Belgique est au bord de la déchirure, victime du vieil affrontement entre francophones et néerlandophones depuis la création d'un État belge en 1831* » (La Voix du Nord « Crise linguistique en Belgique », 30/04/2010). Des événements fondateurs qui expliquent en partie l'impasse politique actuelle reviennent à plusieurs reprises dans les journaux français. En voici quelques exemples : le français considéré historiquement comme la « langue des élites », les conséquences des deux guerres mondiales et la question sensible de la collaboration avec l'occupant nazi, la question royale de 1950 est aussi considérée comme un point de rupture, tout comme le rejet de la branche francophone de l'Université de Louvain en 1968 ou encore la fin des partis unitaires.

Une explication qui mobilise des facteurs économiques revient dans en moyenne 13% des articles de chaque journal et même dans 20% des articles de la Voix du Nord. Par exemple, dans cet article, la Voix du Nord explique l'impasse politique à sa façon : « *À l'origine de la crise : les Flamands au Nord (60 % de la population), plus riches, ont le sentiment de payer pour les francophones, plus pauvres, au Sud, accusés de ne pas faire les efforts nécessaires pour se redresser économiquement.* » (La Voix du Nord, « Le royaume en passe de sortir d'une crise politique d'une durée record », 09/10/11). Le différentiel économique des deux grandes régions du pays n'arrange rien à la fracture linguistique et communautaire.

Enfin, une explication pourtant *a priori* attendue de la part des journaux français revient finalement assez peu : la catégorie explicative relative au fonctionnement institutionnel de la Belgique n'est mobilisée que dans 9% des articles. Cependant, elle est pointée très explicitement à plusieurs reprises. Par exemple, Libération n'hésite pas à trancher : « *Le système électoral belge débouche implacablement sur des coalitions contre-nature qui n'accouchent que de politiques sinon antinomiques, du moins incohérentes.* » (Libération « La Belgique, stop ou encore ? » 08/07/2010). Le Monde n'est pas moins critique vis-à-vis du système institutionnel belge puisqu'il explique la montée du nationalisme en Belgique et donc la crise politique actuelle par le « *désaveu de l'opinion à l'égard de systèmes politiques à bout de souffle* », du fait « *d'un éparpillement de l'électorat [favorisé par] le système de représentation proportionnelle, et augmenté, en Belgique, d'une obligation de se rendre aux urnes qui encourage le vote "ras-le-bol".* » (Le Monde « La Belgique et les Pays-Bas malades du populisme », 04/09/2010).

Au clivage d'abord linguistique puis communautaire présenté comme historique par les journaux français, se superpose de nombreuses autres explications à l'impasse politique belge : fossé idéologique grandissant, divergence économique des deux régions, système institutionnel complexe. Cette analyse française qui mobilise des catégories explicatives aussi bien structurelles que conjoncturelles ne laisse pas entrevoir une sortie de crise rapide. Ainsi, le grand frère français s'inquiète des conséquences éventuelles de la crise politique qui s'annonce comme durable.

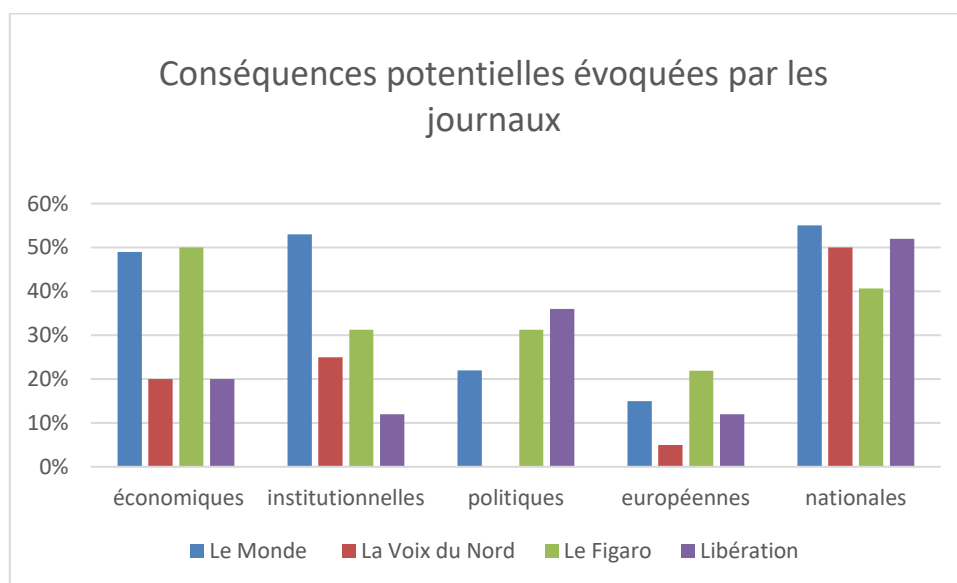
3.3 Un « grand frère » inquiet des conséquences de la crise politique belge : un danger pour l'avenir de la Belgique et même pour l'Europe (Justification)

Dans cette partie, il s'agit de montrer pourquoi le grand frère français s'intéresse à la crise politique belge. Finalement, pourquoi considère-t-il que la paralysie politique de son petit voisin est-elle vraiment un problème ? Quelles raisons sont mises en évidence par les quatre quotidiens et évoluent-elles dans le temps ? Craignent-ils les conséquences pour la Belgique elle-même, pour sa santé économique ou sa pérennité institutionnelle ? Ou bien craignent-ils que la situation belge n'affecte son grand voisin limitrophe et même l'Europe ?

Pour répondre à ces questions, une première lecture de l'ensemble du corpus selon la Critical Frame Analysis a été réalisée ce qui a permis d'identifier cinq sous catégories de « Justification » récurrentes : il s'agit des cinq raisons principales de s'inquiéter selon les journaux français. La fréquence de leur évocation a donc pu être quantifiée pour chaque journal et dans le temps. Tout d'abord, la France semble inquiète pour des raisons économiques (1) : il s'agit ici de comptabiliser les doutes français concernant la soutenabilité économique et financière belge dans un contexte de crise politique. Les journaux français semblent aussi concernés pour des raisons institutionnelles (2). En effet, une inquiétude transparait concernant la gestion intérimaire des affaires courantes et l'impossibilité de mener des réformes structurelles pourtant nécessaires est souvent pointée. La paralysie belge peut aussi avoir des conséquences politiques négatives pour le pays (3) : une radicalisation politique des communautés et un nationalisme grimpant est redoutée par les observateurs français. En outre, la France s'inquiète aussi des conséquences qui pourraient atteindre l'Europe (4). La Belgique est présentée comme un pays central du projet européen et les français craignent un effet de contagion du nationalisme ou de la mauvaise santé économique belge à l'échelon européen. Enfin, les journaux français paraissent particulièrement inquiets concernant les conséquences nationales (5) pour la Belgique : le doute plane concernant la pérennité même du pays.

Les catégories ont été considérées comme non exclusives. Par exemple, des conséquences négatives pour l'économie du pays peuvent aussi être comptabilisées comme des conséquences négatives pour l'Europe s'il est évoqué la crainte d'un bank run au niveau européen déclenché entre autres par l'insoutenabilité de la dette belge et la spéculation des marchés.

Graphique 2 : Pourcentage des différentes conséquences potentielles de la crise politique belge selon le journal



Lecture : Dans 49% des articles traitant de la crise belge publiés par Le Monde, les conséquences économiques potentielles de la crise politique sont évoquées. Dans 20% des articles traitant de la crise belge publiés par La Voix du Nord, les conséquences économiques potentielles de la crise politique sont évoquées.

Dans l'ensemble, les conséquences nationales concernant l'avenir de la Belgique sont celles majoritairement évoquées dans les quatre journaux français. La pérennité même du pays semble être la principale raison de s'inquiéter. En effet, les conséquences de la crise politique sur l'avenir national du pays apparaissent en moyenne dans 49% des articles de chaque journal. De même, l'évocation

d'une potentielle scission est une constante tous articles confondus. Par exemple, voici le constat que dresse le journal Le Monde : « *conséquence de ce blocage, le tabou de la scission de la Belgique commence à tomber dans le monde politique francophone* » (Le Monde « *Oui, il faut se préparer à la fin de la Belgique* » 05/09/10).

La deuxième crainte la plus fréquente concerne la situation économique du pays : les raisons économiques de s'inquiéter reviennent en moyenne dans 35% des articles des journaux respectifs. Cependant, on observe quelques différences notables selon les journaux. Libération semble par exemple assez peu inquiet avec seulement 20% des articles qui évoquent des conséquences économiques potentielles à la crise. Par contraste, Le Figaro craint les conséquences économiques et notamment les sanctions financières dans la moitié de ses articles, soit même plus fréquemment que la crainte concernant l'avenir du plat pays (évoquée dans 41% des articles). Cela pourrait s'expliquer par la ligne éditoriale du journal puisque Le Figaro défend une vision plutôt orthodoxe de l'économie et prône notamment la rigueur budgétaire. Ainsi l'importance de la dette belge, la potentielle spéculation des marchés ou encore les éventuelles sanctions européennes sont autant de situations inquiétantes pour le Figaro. Ce dernier prévient : « *La Belgique risque à tout moment de se retrouver en première ligne face aux inquiétudes des marchés* » et rappelle que « *Le blocage ravive la crainte d'une dégradation de la note souveraine belge* » (Le Figaro, « *Le roi des Belges rentre, le premier ministre s'en va* », 15/09/11).

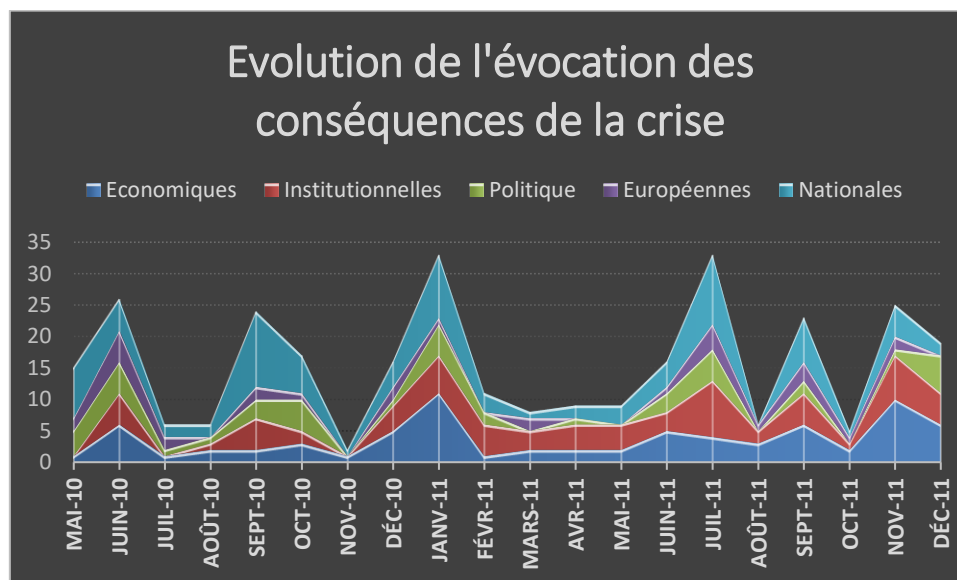
Ensuite, le fonctionnement partiellement bloqué des institutions du fait de l'impasse politique inquiète les journaux français. En moyenne, il est pointé dans 30% des articles. La gestion intérimaire des affaires courantes est dénoncée et considérée comme pouvant avoir des conséquences à long terme puisqu'elle empêche l'engagement de réformes structurelles. La Voix du Nord explique : « *Il y a un cabinet chargé d'expédier les affaires courantes [...], le problème c'est qu'il ne peut pas entreprendre de vraies réformes, dont la Belgique aurait justement besoin !* » (La Voix du Nord « *Il était une fois en Belgique* », 23/11/11).

Face à l'impasse politique dans laquelle s'enlise le pays, les journaux français commencent à s'inquiéter des potentiels effets sur le comportement électoral belge et ce dans un contexte où des nouvelles élections apparaissent à terme presque inévitables, faute de parvenir à former une coalition. En moyenne, 22% des articles de chaque quotidien français évoquent une potentielle radicalisation des deux communautés dans le cas d'un blocage persistant. Par exemple, Le Figaro expose cette éventualité : « *Le risque est qu'au lieu d'éclaircir le tableau, [les élections] viennent exacerber sur fond de tensions Nord-Sud et droite-gauche.* » (Le Figaro, « *Le roi des Belges ne sait plus à quel médiateur se vouer* » 27/01/11). En effet, l'impasse politique entraîne un ressentiment croissant vis-à-vis des élites des partis traditionnels qui sont présentées comme incapables de former un gouvernement et encore plus de gouverner un pays divisé.

Enfin, les conséquences potentielles de la crise politique belge sur l'Europe inquiètent les journaux français en moyenne dans 13% des articles. En effet, la Belgique, « *cet état fondateur* », « *carrefour de trois langues et de deux cultures* », est considéré comme un « *laboratoire d'une UE en modèle réduit* » et serait donc un « *mauvais exemple pour une Europe, qui, elle aussi, semble chercher sa voie* » (Le Monde, « *En Belgique, c'est Beste wensen ou België barst ?* » 15/06/2010). En outre, il est rappelé que Bruxelles abrite les principales institutions européennes. Ainsi, la gravité de la crise politique qui s'abat sur la Belgique pose problème en tant qu'il s'agit d'un pays au centre du projet européen. Le Monde n'hésite pas à suggérer que la Belgique pourrait être « *le laboratoire d'une Europe en voie de fragmentation* » (Le Monde « *La guerre des Belges aura-t-elle lieu ?* » 14/10/10) et se transformer en un anti-modèle européen pouvant affecter ses voisins européens par des réactions en chaîne.

Pour réaliser ce graphique, s'est posée la question de regarder l'évolution journal par journal. Cependant, on a pu observer que les évolutions étaient sensiblement les mêmes pour tous les journaux. Le choix a donc été fait de présenter les évolutions dans le temps des sous catégories agrégées des différents journaux, par souci de clarté.

Graphique 3 : Aires agrégées de l'évolution de l'évocation des différentes conséquences potentielles de la crise politique belge selon le corpus



Dans un premier temps, les différentes conséquences de la crise politique apparaissent corrélées puisqu'on observe que leurs évocations se suivent. Par exemple, les inquiétudes concernant la pérennité du pays (inquiétudes nationales) semblent évoluer parallèlement aux inquiétudes concernant la santé économique du pays ainsi que son bon fonctionnement institutionnel. On observe cependant quelques particularités. Par exemple, les inquiétudes concernant l'économie se font plus constantes et plus fréquentes à partir de décembre 2010 et ce jusqu'à la fin de la crise. En effet, le 14 décembre, l'agence de notation Standard & Poor's pointe l'instabilité politique du pays et évoque envisager de dégrader la cotation financière de la Belgique dans 6 mois. C'est une menace qui planera donc au-dessus de la Belgique tout au long de la crise, suscitant l'inquiétude française. La menace rentre en application le 26 novembre 2011 : la note de la Belgique est dégradée par Standard & Poor's. On observe un pic d'inquiétude notamment concernant l'économie (10 articles évoquent des potentielles conséquences économiques), le fonctionnement institutionnel (5 articles évoquent le mauvais fonctionnement) et l'avenir national (5 articles s'inquiètent de la pérennité de la Belgique même). Différemment, le plus haut pic d'inquiétude concernant l'avenir du pays (conséquences nationales) se distingue en septembre 2010. Cela correspond au rejet par le CD&V et la N-VA des propositions faites par Di Rupo lors de la réunion plénière du 3 septembre 2010, moment particulièrement inquiétant dans la crise politique belge où une potentielle scission devient une solution de plus en plus envisageable d'où l'inquiétude quant à la pérennité nationale de la Belgique. De même, en juillet 2011, on observe un certain pic concernant des potentielles conséquences politiques : 5 articles pointent le sujet d'une éventuelle radicalisation des communautés. Cela correspond au point culminant de l'évocation de nouvelles élections comme une solution à la crise. Ainsi, l'évocation de nouvelles élections et la peur d'une radicalisation politique sont deux courbes qui évoluent parallèlement.

En outre, de nombreuses conséquences potentielles de la crise sont pointées par les journaux français. Les journaux français, inquiets de la situation, n'hésitent pas à désigner ceux qui pour eux en sont les responsables.

3.4 Les responsables étiquetés par les journaux français : une responsabilité quasi exclusivement flamande, la NV-A de BDW pointée du doigt (attribution)

Dans cette partie, nous allons tenter d'identifier les responsables de la crise politique belge selon la vision médiatique française. Y'a-t-il des responsables clairement étiquetés comme tels ? La responsabilité est-elle seulement suggérée ? Remarque-t-on une sympathie particulière des journaux français envers les petits frères francophones plutôt que vers les flamands ? Quelles différences selon les journaux ?

Pour répondre à cette question, nous avons recherché dans chaque article les responsables étiquetés, plus ou moins explicitement par les journaux français. Par exemple, du fait de cet extrait, l'article du Monde a été comptabilisé comme attribuant la responsabilité de la crise aux indépendantistes flamands : « *Le consensus belge est mort ; le nationalisme flamand en a dissout les fibres délicates en s'inscrivant dans une dynamique d'indépendance.* » (La guerre des Belges aura-t-elle lieu ? 14/10/10). Différemment, l'extrait suivant a été compté comme attribuant la responsabilité du blocage aux hommes politiques flamands et notamment à Bart De Wever dont on distinguera ensuite l'implication particulière à l'intérieur de cette catégorie : « *Bart De Wever, le leader des indépendantistes de la Nouvelle Alliance flamande (NVA), est bien décidé à prolonger l'imbroglie politique belge* » (Duel politique "à coups de gourdin" en Belgique, 05/10/10). Une attention particulière sera portée à des acteurs spécifiques qui reviennent très régulièrement dans les médias français : Bart de Wever, le NVA, Yves Leterme, le CD&V...

Tableau 7 : Les responsables étiquetés par les journaux français

ATTRIBUTION / Les responsables		Le Monde	La Voix du Nord	Le Figaro	Libération	MOYENNE
LES FLAMANDS	Les Flamands dans leur ensemble	3%	5%	0%	0%	2%
	Les partis politiques Flamands	22%	10%	19%	40%	23%
	Les femmes / hommes politiques Flamands	25%	10%	31%	24%	23%
	Les indépendantistes Flamands	6%	5%	6%	16%	8%
LES FRANCOPHONES	Les Francophones dans leur ensemble	0%	0%	0%	0%	0%
	Les partis francophones	0%	5%	0%	0%	1%
	Les femmes / hommes politiques francophones	0%	0%	0%	0%	0%
UNE RESPONSABILITE PARTAGEE	Les belges dans leur ensemble	2%	0%	0%	0%	1%
	Les partis francophones et flamands	5%	5%	3%	4%	4%
	Les hommes politiques belges	2%	5%	0%	0%	2%

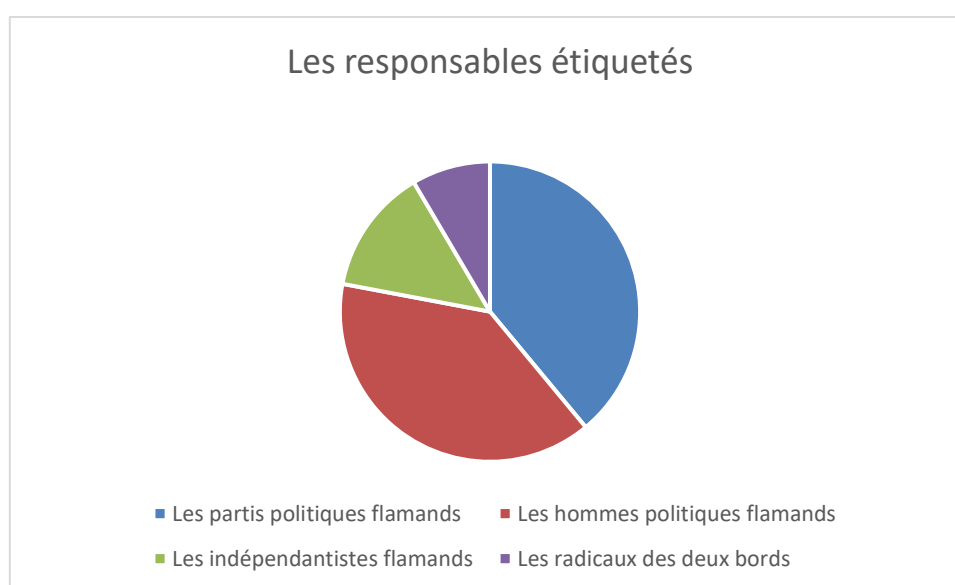
Les radicaux des flamands et francophones

0% 10% 6% 4%

5%

Lecture : Dans l'ensemble du corpus d'articles Le Monde, 56% évoquent une responsabilité exclusivement flamande (3% l'attribuent aux Flamands dans leur ensemble, 22 aux partis politiques Flamands, 25% aux hommes politiques flamands et 6% aux indépendantistes). Différemment 9% évoquent une responsabilité partagée (par tous les belges pour 2%, par les partis 5% et par les hommes politiques belges sans distinction communautaire 2%).

Graphique 4 : Les 4 principaux responsables de la crise politique belge étiquetés par les journaux français



Dans l'ensemble, les journaux français semblent d'accord sur un point : la responsabilité de la crise est à chercher au Nord du pays. Cependant, on distinguera qu'il s'agit très peu des flamands dans leur ensemble qui sont désignés comme responsables (2% des articles du corpus) mais plutôt leurs hommes politiques (23% des articles du corpus) et les partis qui les représentent (cités également dans 23% des articles du corpus). Plus précisément, il est intéressant de noter que par exemple, pour les articles du Monde, quand la responsabilité a été considérée comme attribuée aux « partis politiques flamands », il s'agit dans 86% des cas du NV-A (sur 22 partis cités, il s'agissait 19 fois du NV-A, 2 fois du CD&V, et 1 fois de l'Open VLD). Le même phénomène s'observe quant aux « hommes politiques flamands », Bart de Wever est étiqueté responsable dans 84% des cas de cette sous-catégorie (sur 25 responsables politiques étiquetés comme tels, il s'agit 21 fois de Bart De Wever, 3 fois d'Yves Leterme et 1 fois d'Alexandre De Croo).

Par contraste, les francophones et plus précisément les partis politiques francophones sont considérés comme responsables de la crise politique de façon très marginale : seulement deux fois dans l'ensemble des 177 articles du corpus et dans les deux cas il s'agit de désigner le FDF (Front Démocratique Francophone).

On peut tout de même remarquer qu'une responsabilité partagée par le Nord et le Sud du pays est évoquée dans une minorité d'articles. Dans environ 5% des articles du corpus, une responsabilité de la crise est attribuée de façon partagée aux radicaux des deux côtés de la frontière linguistique. Par exemple, dans l'article « La Belgique bouge encore, 24/09/11 », Olivier Berger attribue la responsabilité du blocage au N-VA et au FDF "Les partis belges, vraiment belges, ont également réussi

le tour de force de sortir par le haut sans les indépendantistes de la N-VA, vainqueurs au nord, et sans les plus forcenés des défenseurs francophones, le FDF bruxellois. » A noter également que quelques fois la responsabilité est attribuée aux politiques belges, présentée comme incapables de s'entendre et tout particulièrement les deux gagnants des élections : Bart de Wever et Elio Di Rupo. Par exemple, Jean-Pierre Stroobants, dans l'article « L'échec d'une médiation accentue le risque d'une implosion de la Belgique, 04/09/2010), évoque ironiquement que pour parvenir à un compromis en Belgique, il faudrait réussir à dénicher « *des responsables capables de parler aux deux communautés* » qu'il qualifie d'« *oiseaux rares* » dans la Belgique en crise, soulignant ici l'incapacité des deux leaders régionaux.

Enfin, il est intéressant de s'attarder sur le portrait qui est dressé des deux gagnants des élections législatives belges. Les qualificatifs attribués au leader flamand contrastent avec ceux utilisés pour décrire Elio di Rupo. En voici quelques extraits : alors que Libération parle de Bart de Wever comme d'une « *étoile montante du populisme au Nord de l'Europe* », Le Monde martèle à deux reprises qu'il « *porte le virus du nationalisme* ». En outre, le lexique qui lui est attribué laisse transparaître un caractère agressif attribué au personnage : BDW ne dialogue pas mais il « *fustige* » (Le Monde) et il « *torpille* » (Le Figaro). Il est aussi qualifié de « *nouveau lion flamand* » par Le Monde. Enfin, son physique est moqué à plusieurs reprises, il est notamment qualifié d'un « *physique rond* » (2 fois chez Le Monde, 1 fois Le Figaro) et présenté comme un ancien « *garçon joufflu* » (Libération). Le portrait dressé par les journaux français de Bart de Wever paraît d'autant plus surprenant quand il est comparé à celui fait d'Elio Di Rupo, le leader socialiste wallon. C'est notamment La Voix du Nord qui en brosse un portrait particulièrement élogieux. En effet, le socialiste est qualifié tour à tour de « *sauveur de la Belgique* », de « *pacificateur des relations entre néerlandophones et francophones* » ou encore de « *négociateur rusé* » par le journal. Une attention particulière est portée sur son passé puisqu'il est mis en avant le caractère courageux du socialiste wallon : « *ce fils d'immigrés* » qui a su « *se relever dans l'adversité* » et qui a fait des « *brillantes études* » (2 fois La Voix du Nord). Ainsi, si Elio Di Rupo apparaît comme le sauveur wallon, Bart De Wever en est son pendant négatif : le torpilleur flamand.

3.5 Une évocation de multiples solutions pour résoudre la crise politique interminable : la solution de scission inquiète le voisin limitrophe (Prognosis)

Dans cette partie, nous allons nous intéresser aux solutions évoquées par le grand frère français pour résoudre l'impasse politique dans laquelle se trouve la Belgique. Ici, il s'agit seulement d'identifier les solutions évoquées par les journaux et non celles qui sont jugées comme bonnes par ces derniers. Nous avons fait le choix de ne pas nous intéresser à l'appréciation des journaux sur la solution en elle-même, puisque dans le corpus étudié, les journaux n'évoquent que très marginalement une « bonne » solution. De plus, nous avons considéré qu'évoquer une solution était déjà significatif, puisque en l'envisageant, elle est considérée comme possible par le journaliste. Quelles sont les solutions évoquées ? Diffèrent-elles selon les journaux, selon la ligne éditoriale ? Evoluent-elles dans le temps passant d'abord de solutions envisagées dans le cadre fédéral existant jusqu'à des solutions sécessionnistes ou bien est-ce l'inverse qui s'observe ?

Le choix a été fait de découper trois grandes sous catégories de « Prognosis » : « solutions dans le cadre existant », « solutions de transition », et « solutions de scissions ». Chacune de ces sous catégories est elle-même découpée par plusieurs propositions qui la composent. Les « solutions dans le cadre existant » sont classées sous cette appellation car elles envisagent une sortie de crise sans bouleversement fondamental du système politico-institutionnel belge : des nouvelles élections, une nouvelle médiation, des concessions réciproques ou francophones. A noter que l'évocation de concessions néerlandophones est absente. Les solutions dites « de transition » apparaissent ébranler plus fondamentalement la nature du régime existant : une autonomie des entités fédérées renforcée,

considérée comme un premier pas vers le confédéralisme, ou bien l'idée même d'une Belgique confédérale représenteraient des changements bien plus profonds. Enfin, « les solutions de scission » regroupent toutes les expressions comptabilisées comme évoquant d'une façon ou d'une autre l'éclatement de la Belgique : « implosion », « éclatement » (Libération), « déchirure » (La Voix du Nord), « partition », « démantèlement », « divorce » (Le Monde). Il peut s'agir de l'évocation d'une scission entre les deux communautés, de l'indépendance flamande, du « plan B » socialiste d'une Belgique francophone ou encore le rattachement de la partie francophone de la Belgique à la France. Les catégories ne sont pas considérées comme exclusives puisque les journalistes peuvent évoquer plusieurs solutions dans un même article : sont alors comptabilisées chacune des solutions évoquées.

Tableau 8 : Pourcentages des différentes solutions évoquées par les journaux français

		Le Monde	La Voix du Nord	Le Figaro	Libération	MOYENNE
Solutions dans le cadre fédéral	Nouvelles élections	20%	5%	16%	12%	
	Nouveau tour de négociation / nouveau médiateur	8%	5%	13%		
	Concessions réciproques	3%				
	Concessions francophones	1%		3%	4%	
	Concessions néerlandophones					
	0	32%	10%	31%	16%	22%
Solutions de transition	Autonomie des régions renforcée	22%	15%	19%	32%	
	Belgique confédérale	10%		3%	20%	
	0	32%	15%	22%	52%	30%
Solutions de scission	Scission sans précision	28%	30%	22%	48%	
	Belgique francophone	11%		13%	8%	
	Rattachement à la France	3%	10%	6%	8%	
	0	42%	40%	41%	64%	47%

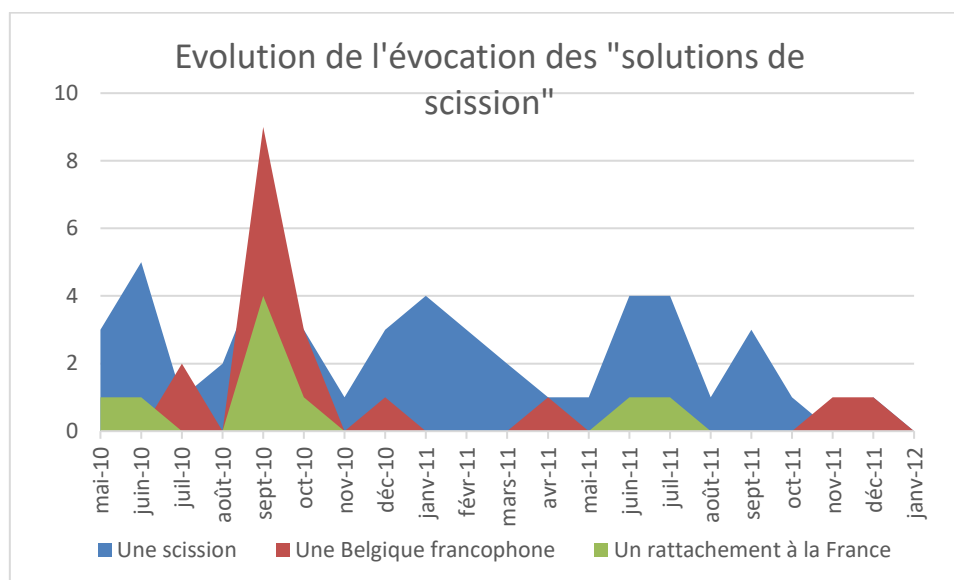
Lecture : 20% des articles du Monde évoquent l'idée de nouvelles élections tandis que 22% évoquent une autonomie des régions renforcée.

Dans l'ensemble, on remarque que les solutions évoquant une potentielle scission sont les plus nombreuses quels que soient les journaux : en moyenne 47% des articles de chaque journal l'évoquent. Plus spécifiquement, Libération évoque quatre fois plus souvent des solutions de scission que les solutions dans le cadre fédéral. Le Monde évoque deux fois plus souvent des solutions dans le cadre fédéral que Libération.

Dans ce graphique, nous nous intéresserons plus particulièrement à l'évolution dans le temps de l'évocation des solutions que nous avons qualifiées comme « de scission » puisqu'il s'agit des solutions

les plus radicales et les plus souvent envisagées. Une attention particulière sera portée aux différents pics observés.

Graphique 5 : Aires agrégées de l'évolution des solutions à la crise politique belge



Lecture : Sur tous les articles publiés en juin 2010 dans le corpus des journaux français, 1 évoque un rattachement de la Belgique à la France et 5 une potentielle scission.

La fréquence de l'évocation d'une potentielle scission belge par les journaux français n'est pas uniforme dans le temps : plusieurs pics sont observés.

On remarquera qu'ils concordent plutôt bien avec les « temps forts » de la crise politique belge pointés par l'article du CRISP « Négociations communautaires et formation du gouvernement Di Rupo ». En effet, le premier « temps fort » décrit dans le papier évoque le rejet par le CD&V et la N-VA des propositions rédigées par Di Rupo à la réunion plénière du 3 septembre 2010, ce qui correspond au plus haut pic de l'évocation des « solutions de scission ». En effet, elles sont évoquées 18 fois au mois de septembre dans le corpus de journaux français. De même, le CRISP met en avant le rejet le 5 janvier suivant, encore une fois par le CD&V et le NV-A, de la proposition de Johan Vande Lanotte. Cela correspond au pic qu'on peut observer au mois de janvier sur le graphique : la scission est évoquée quatre fois dans le corpus. Le prochain pic observable se trouve à cheval sur les mois de juin et juillet 2011. Conjointement, le 7 juillet 2011, le CRISP pointe encore un « temps fort » de la crise : les propositions du formateur Elio Di Rupo sont refusées. Enfin, le dernier « temps fort » de la crise pour le CRISP se passe dans la nuit du 14 et 15 septembre 2011 quand un accord sur la scission de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde a lieu. Il s'agit aussi, sur notre graphique, du dernier pic distinctement observable : au mois de septembre, l'évocation d'une scission revient 3 fois.

A chaque « temps fort » de la crise politique belge, à chaque moment charnière où la situation peut basculer d'un côté -la formation d'un nouveau gouvernement- ou bien de l'autre -l'éclatement de la Belgique faute de solutions-, la fréquence de l'évocation d'une scission s'affole chez les journaux français. Les dates pointées comme importantes par le CRISP sont autant de pics d'évocations d'une potentielle scission belge par les journaux français. De plus, on peut observer un certain parallélisme avec le graphique n°1 (3.1.2) représentant l'évolution du ton inquiet chez les journalistes. Les courbes d'un ton inquiet et d'une évocation de scission par les journaux français semblent corrélées voir même

superposables. On y retrouve notamment les cinq mêmes pics, “ temps forts” de la crise pointés par l’article du CRISP. Plus qu’une corrélation entre les deux courbes, on pourrait y voir une causalité : la scission belge fait peur à la France.

4. En guise de conclusion provisoire

Finalement, quelques éléments peuvent être tirés de l’analyse de ce corpus de journaux français concernant la crise politique belge de 2010/2011.

Dans un premier temps, on remarque que le grand frère français porte un regard particulier sur la crise politique belge : le regard français qui est façonné par son propre monde politique, ses propres connaissances, ses propres cadres de représentation. En outre, ce regard français est chaussé de lunettes spécifiques : celles des belges francophones. En effet, cela atteste d’une certaine proximité des journaux français avec la communauté francophone de Belgique autant dans l’appartenance linguistique des journalistes qui publient les articles français, que dans les sources utilisées ou les personnes citées. Cette vision doublement particulière peut avoir des effets sur le cadrage journalistique mis en œuvre par les différents journaux que les catégories Causality et Attribution de la Critical Frame Analysis nous permettent de révéler. Les causes de la crise politique belge sont expliquées avec une vue française tentant de comprendre autant la complexité des relations communautaires et du système politique belge que la profondeur du schisme politique qui coupe le pays en deux. En outre, cette vision française francophone se dévoile également dans l’étiquetage des responsables de la crise politique belge puisqu’on remarque une unanimité sur la quasi-exclusivité de la responsabilité flamande. Les journaux français analysent donc la crise politique belge avec une vision de français rehaussée par des lunettes de belges francophones.

Dans un deuxième temps, le grand voisin français n’apparaît pas désintéressé de la situation belge mais plutôt inquiet de celle-ci. Cette inquiétude transparaît surtout dans les catégories Justification et Prognosis de la Critical Frame Analysis. Le nombre d’articles où l’on retrouve un ton « inquiet » est significatif bien qu’il varie en fonction du journal et dans le temps. Les inquiétudes se portent sur les conséquences potentielles que la durabilité de la crise politique peut avoir : aggravation de la situation économique, radicalisation des communautés, conséquences à longs termes d’un exécutif intérimaire, effets néfastes sur l’Europe, et même éclatement de la Belgique faute de compromis trouvé. En outre, on remarque que l’inquiétude des journaux français évolue parallèlement aux « temps forts » de la crise belge : les rebondissements de la situation politique côté belge sont autant de pointes d’agitation côté français. Enfin, les solutions envisagées font peur à la France. La peur des conséquences politiques de la crise et notamment la peur d’une radicalisation des communautés, est corrélée à l’évocation de « nouvelles élections » dans le corpus. De même, le ton inquiet agrégé de l’ensemble des journaux évolue parallèlement à l’évocation d’une solution de scission dans les articles. Ainsi, si la potentielle scission de son voisin semble inquiéter la France, c’est plus généralement la situation belge dans son ensemble qui fait peur à la France. La Belgique faisait rire, elle fait finalement peur.

Enfin, il pourrait être intéressant de compléter cette analyse par une étude de la dernière crise politique belge en date : la formation du gouvernement De Croo (mai 2019 / octobre 2020). En effet, on pourrait hypothétiquement envisager que neuf ans plus tard on retrouve les mêmes catégories explicatives, les mêmes inquiétudes, les mêmes responsables étiquetés ou encore les mêmes solutions envisagées avec toujours cette présentation de la scission belge comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de la Belgique. Ou bien peut-être observerons-nous une couverture médiatique plus restreinte et moins inquiète, illustration d’une lassitude des observateurs de la Belgique face à la multiplicité et la longueur des crises qui traversent le pays voisin.

5. Références

- Dekker, R. (2017). Frame ambiguity in policy controversies: critical frame analysis of migrant integration policies in Antwerp and Rotterdam. *Critical Policy Studies*, 11(2), 127-145.
- Deschouwer, K. (2012). *The Politics of Belgium: Governing a Divided Society* (2nd ed.). Houndmills: Palgrave Macmillan.
- Deschouwer, K., & Reuchamps, M. (2013). The Belgian Federation at a Crossroad. *Regional & Federal Studies*, 23(3), 261-270.
- Duhamel, É. (2000). *Histoire politique de la IV^e République*. Paris: La Découverte.
- Fischer, F., Forester, J. (eds.) (1993). *The Argumentative Turn in Policy Analysis and Planning*. Durham: Duke University Press.
- Govaert, Serge. « Les négociations communautaires et la formation du gouvernement Di Rupo (juin 2010 - décembre 2011) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2144-2145, no. 19-20, 2012, pp. 5-85.
- Harguindeguy, Jean-Baptiste, et Cole Alistair. « La politique linguistique de la France à l'épreuve des revendications ethnoterritoriales », *Revue française de science politique*, vol. 59, no. 5, 2009, pp. 939-966.
- Meier, P. (2008). Critical frame analysis of EU gender equality policies: New perspectives on the substantive representation of women. *Representation*, 44(2), pp.155-167.
- Reuchamps, M. (2013). The Current Challenges on the Belgian Federalism and the Sixth Reform of the State. In A. López-Basaguren & L. Escajedo San-Epifanio (Eds.), *The Ways of Federalism in Western Countries and the Horizons of Territorial Autonomy in Spain* (pp. 375-392). Heidelberg: Springer.
- Verloo, M. (2005). Mainstreaming gender equality in Europe: A critical frame analysis approach. *The Greek Review of Social Research*, 117, 11-34.